



Les États-Unis désirent l'aide de la Chine. Mais pour faire quoi ?

Par [Peter Franssen](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2008

[Michel Collon info](#) 24 octobre 2008

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

La crise financière doit nous sortir de notre torpeur ; nous nous trouvons face à des défis que nous ne pourrions relever tout seuls. C'est ce que dit Robert Zoellick, le grand patron de la Banque mondiale. L'homme estime également que le G7, le groupe des sept pays les plus riches qui règlent entre eux les affaires mondiales, a été rattrapé. La Chine doit entrer au sein du G7 et pouvoir se faire entendre davantage sur la scène internationale, a ajouté Zoellick. A la fin des années 90, ce même Robert Zoellick avait été l'un des pères du PNAC, le Project for a New American Century, le groupe agressif qui disait que le monde appartenait à l'Amérique et à la seule Amérique. D'où vient donc ce revirement ?

Robert Zoellick a été cofondateur du PNAC en compagnie du futur vice-président Dick Cheney, du ministre de la Défense Donald Rumsfeld et du vice-ministre de la Défense Paul Wolfowitz. Selon ses propres dires, cette confrérie très peu rassurante voulait « promouvoir l'hégémonie mondiale de l'Amérique ».

Parmi ses principaux fans, le PNAC comptait le président Bush et sa conseillère en matière de sécurité Condoleezza Rice, l'actuelle ministre des Affaires étrangères. Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, cette dame déclarait : « Nous devons profiter de cette occasion pour repositionner les intérêts et les institutions des États-Unis. » En d'autres termes : renforcer l'emprise des États-Unis sur la planète.

Deux ans plus tard, Condoleezza Rice disait : « Certains parlent de multipolarité comme si c'était une bonne chose vers laquelle il faut tendre et dans son propre intérêt, en plus. Mais, en réalité, la multipolarité n'a rien d'une bonne chose, ce n'est pas une vision ni une idée qui unit. » L'unilatéralisme, c'est nous et personne d'autre qui dirigeons le monde...

Telle était l'aspiration du PNAC, du président Bush, de Condoleezza Rice et de Robert Zoellick. Après l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, il n'y eut plus de grands pays à oser contredire ces gens. Sauf la Chine, peut-être. Et encore, sans donner de la voix. N'empêche que Rice a quand même estimé que la Chine constituait un danger et qu'il fallait donc la traiter en tant que telle. Durant la campagne électorale de 2000, qui allait amener Bush Jr pour le première fois à la Maison-Blanche, Rice avait dit : « La Chine est pour nous un rival stratégique et non un partenaire stratégique. »

De rivale stratégique à coparticipante responsable

Mais, à partir de septembre 2005, la politique de confrontation est mise au point. Robert Zoellick tient un discours à l'adresse de la commission parlementaire américaine qui suit les relations entre les États-Unis et la Chine. Il dit : « Nous devons encourager la Chine à se

muer en coparticipante qui se comportera de façon responsable. En tant que coparticipante responsable de la communauté internationale, la Chine serait plus qu'un membre, elle soutiendrait avec nous le système international qui a permis son succès. » De rivale stratégique à coparticipante responsable, c'est là toute une transition.

En décembre 2007, alors que le ciel au-dessus du système financier et industriel de l'Occident est chargé de sombres nuées d'orage, Zoellick déclare : « La Chine est un moteur de croissance dans le monde. Elle peut nous aider à éviter une récession mondiale. L'économie chinoise et l'économie mondiale sont liées l'une à l'autre. Nous devons dès maintenant agir conformément à notre concept de coparticipante responsable. »

Le 6 octobre de cette année 2008, Zoellick dit encore : « La crise financière mondiale est un appel à une collaboration plus étendue entre un plus grand nombre de pays. Le G7 ne fonctionne pas. » Le G7, c'est le club des sept pays les plus riches, sous la direction des États-Unis. Les autres États membres sont la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon, la France, l'Italie et le Canada. D'après Zoellick, la Chine devrait en être, mais aussi l'Inde, l'Afrique du Sud, la Russie, l'Arabie saoudite et le Brésil. Zoellick d'ajouter : « Le nouveau multilatéralisme doit s'adapter à la présente époque. Il doit assembler la force des divers acteurs et institutions. »

Robert Zoellick n'est pas seul à nourrir cette conception. L'un de ses partisans s'appelle John Ikenberry, un homme qui jouit d'une grande autorité à Washington. Ce professeur en relations internationales critique depuis des années la politique du président Bush. Ikenberry est hostile au PNAC. Il dit que cette organisation tend à une « stratégie néo-impérialiste » condamnable, pas tant d'un point de vue moral que du fait qu'elle sape en réalité le pouvoir et l'influence des États-Unis dans le monde. Cet Ikenberry vole au secours du membre du PNAC qu'est Zoellick et dit : « Les États-Unis ne peuvent contrer la montée de la Chine. Mais nous pouvons toutefois faire en sorte que la Chine exerce son pouvoir dans les limites des règles et des institutions que les États-Unis et leurs partenaires ont mises sur pied le siècle dernier. » Ikenberry lui aussi estime que les États-Unis doivent tout mettre en œuvre pour pouvoir faire de la Chine « une coparticipante responsable dans les limites des structures et des règles que nous avons instaurées. ».

Un autre partisan encore de cette conception n'est autre que Hank Paulson, le ministre américain des Finances. Il déclare de son côté : « Les États-Unis ont tout intérêt à ce que la Chine demeure prospère et stable. Nous voulons que la Chine devienne coresponsable du système international. »

Le monde se tourne contre l'Amérique

Robert Zoellick, Hank Paulson et John Ikenberry ne croient pas qu'en ce moment la Chine soit « une coparticipante qui se comporte de façon responsable ». Mais ils sont toutefois convaincus qu'il n'y a pas d'autre alternative que d'essayer de pousser la Chine sur cette voie. Aujourd'hui, la situation, disent-ils, est différente de ce qu'elle était dans les années 90, lorsque l'Union soviétique avait éclaté et que le PNAC avait été créé.

Les Américains sont dans une impasse en Afghanistan. Voilà sept ans qu'ils y font la guerre, sans la moindre perspective de victoire. En Irak, la situation n'offre pas la moindre perspective non plus. Les États-Unis injectent sans succès des centaines de milliards de dollars dans une guerre qu'on a justifiée par une série de mensonges à propos d'armes de destruction massive. La guerre a balayé Saddam Hussein, mais bien plus encore l'autorité

morale des États-Unis dans le monde.

Le Financial Times écrit : « L'érosion de l'autorité morale des Américains a commencé avec la guerre en Irak. Depuis lors, cette érosion n'a cessé de gagner du terrain. » De même, dans son livre, *The Post-American World*, Fareed Zakaria, qui est également le rédacteur en chef de Newsweek, décrit comment l'antipathie éprouvée dans le monde envers les États-Unis n'a jamais été aussi forte : durant les 45 années de la guerre froide, l'antiaméricanisme était une affaire de gauche et de militantisme traditionnel, mais il restait toujours néanmoins un centre et une droite qui étaient anticommunistes et, de ce fait, proaméricains. Aujourd'hui, toutefois, l'aversion à l'égard des États-Unis est générale. Même pendant la guerre du Vietnam ou durant les années 80, lorsqu'il avait été décidé d'installer des missiles nucléaires Pershing en territoire européen, les sentiments antiaméricains en Europe n'avaient jamais été aussi forts qu'aujourd'hui. D'ailleurs, cela ne vaut pas que pour l'Europe, mais pour l'ensemble de la planète aussi.

Lorsque le président vénézuélien Hugo Chávez monte à la tribune des Nations unies, un jour après que Bush y est monté, il peut dire : « Cela pue encore le soufre, ici ! » Dans la salle, les représentants du tiers monde accueillent la phrase avec rires et ricanements. Chávez bénéficie de la sympathie du tiers monde quand il déculotte en plein public le président américain, le propre envoyé de Dieu !

Au diable la recette de Washington

L'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie en ont soupé, du concept de Washington. C'est la recette du Fonds monétaire international : dérégulation, démantèlement du secteur social, diminution des salaires et des allocations sociales, liberté maximale et impôts minimaux pour les entreprises occidentales. Cette recette n'a amené aucune amélioration à la situation économique de ces pays. C'est l'inverse, qui s'est produit : l'Argentine a presque connu la faillite et, dans plusieurs pays asiatiques, une crise dévastatrice a éclaté en 1997.

Face au concept de Washington, s'est développé dans le tiers monde un consensus de Beijing, une approbation générale de ce qui se passe en Chine et de ce que la Chine réalise sur le plan international. Car la Chine a tiré un demi-milliard d'humains de la pauvreté, elle a construit annuellement de l'espace urbain pour 20 millions de personnes et sans bidonvilles, elle a réalisé des chiffres de croissance industrielle de 20 à 25 pour cent par an. La Chine a également conclu avec des dizaines de pays du tiers monde des contrats commerciaux qui se sont avérés bien plus efficaces et qui rapportent aux pays concernés bien davantage que les contrats signés avec les États-Unis et l'Europe occidentale.

En novembre 2006, pas moins de 48 chefs d'État et chefs de gouvernement africains se réunissaient à Beijing pour le plus important sommet africain ayant jamais eu lieu hors de l'Afrique. La Chine y promettait de doubler l'aide au développement en Afrique dans les deux ans, de libérer immédiatement 5 milliards de dollars pour des prêts et des crédits, de placer 5 autres milliards dans un fonds destiné à des investissements en Afrique, de déclarer les pays africains quittes du gros de leur dette, de permettre un accès plus facile du marché chinois aux produits africains, de former 15.000 enseignants, médecins et ingénieurs africains et de construire de nouveaux hôpitaux et établissements d'enseignements sur le continent africain. A l'issue de la conférence, Meles Zenawi, le Premier ministre de l'Éthiopie, déclarait : « La Chine est une source d'inspiration pour nous tous. »

Un an plus tard, après la signature d'un gigantesque accord entre Kinshasa et Beijing, le

président congolais Joseph Kabila disait : « Les banques chinoises sont disposées à financer nos infrastructures de l'eau, de l'électricité, de l'enseignement, des soins de santé et des transports. Pour la première fois dans l'histoire, les Congolais vont se rendre compte vraiment à quoi peuvent servir le cuivre, le cobalt et le nickel. » Abdoulaye Wade, le président du Sénégal, confirme : « La façon dont la Chine approche nos problèmes nous convient mieux que l'attitude tout en lenteur et souvent paternaliste et néocoloniale des investisseurs, organisations donatrices et autres organisations non gouvernementales de l'Europe. Le modèle chinois de développement économique rapide est une école d'apprentissage, pour l'Afrique. »

La crise financière accélère l'évolution

Ainsi, ces cinq dernières années, la Chine a-t-elle été de plus en plus aux premières loges, sur le plan international. De ce fait, la tactique de Robert Zoellick et consorts visant à faire de ce pays un coparticipant responsable n'a cessé de gagner des partisans, aux États-Unis.

Maintenant que le monde politique et les milieux des affaires des États-Unis regardent avec effroi et désespoir les tableaux des cours de Wall Street, c'est encore davantage le cas. Le 1er octobre dernier, la Chine avait une réserve de 1.900 milliards de dollars en devises étrangères. La majeure partie, 1.300 milliards, était constituée de dollars. (Ce sont d'ailleurs ces réserves qui, en grande partie, protègent la Chine contre la crise qui sévit en Occident.) Cette masse d'argent viendrait bien à point pour aider les autorités américaines et ouest-européennes via des injections de centaines de milliards de dollars dans le système financier.

Le 9 octobre, le chroniqueur Philip Stephens écrivait dans le Financial Times : « L'actuelle crise financière annonce le début d'un nouvel ordre politique mondial. Durant deux siècles, les États-Unis et l'Europe occidentale ont pu dominer sur le plan économique, politique et culturel. Ce temps est révolu. »

Philip Stephens répétait ainsi ce que le Frankfurter Allgemeine Zeitung écrivait un peu plus tôt cette année : « Alors que l'Occident glisse de plus en plus vers une récession, les communistes de Beijing volent de succès en succès. La Chine pourrait-elle sauver le monde ? »

Dans les années 90, Francis Fukuyama devint célèbre lorsqu'il déclara, après l'effondrement de l'Union soviétique, que « l'histoire était arrivée à sa fin » car : « Il est prouvé maintenant qu'aucun autre système de société n'est aussi bon que le libre marché dont les États-Unis sont les champions. » Mais, aujourd'hui, Fukuyama, qui était également présent lors du lancement du PNAC, dit ceci : « Les États-Unis ont perdu leur hégémonie. Dans de nombreuses parties du monde, les idées américaines, leur bon conseil et même leur aide ne sont plus les bienvenues. » John Ikenberry fait le même constat : « La période unipolaire des États-Unis est arrivée à son terme. »

Qu'attendent les Américains de la Chine ?

Maintenant que l'unipolarité américaine est révolue, une autre approche des États-Unis est nécessaire afin de sauver leur position de leader mondial. D'où le concept de « coparticipant - ou acteur - responsable ».

Qu'attendent les Américains de la Chine ? En bref, ceci : les États-Unis veulent que la Chine s'intègre dans les organisations et les règles du jeu qui déterminent l'ordre international

actuel. Cela se concrétise sur de nombreux terrains.

L'un des terrains les plus importants est celui du commerce international. Fred Bergsten décrit dans son ouvrage *China's Rise : Challenges and Opportunities* (La montée de la Chine : défis et opportunités) à quel point les Américains sont irrités au-delà de toute proportion de voir que, dans les négociations pour la poursuite de la libéralisation du marché mondial, la Chine se joint à d'autres pays du tiers monde comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde. C'est ce qui a mené, prétendent les Américains, à l'échec du sommet de Doha, lors de ces négociations. Un « coparticipant responsable » ne constitue pas de fronts unis pour pousser d'autres pays (en l'occurrence les États-Unis et l'Union européenne) au pied du mur, ajoute Bergsten.

La même critique est formulée à propos de l'attitude de la Chine en Asie, le continent le plus important de la planète. Fred Bergsten : « La Chine fait du tort au commerce international en œuvrant à la mise en place d'un bloc commercial asiatique. Le réseau des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux comprend aujourd'hui la quasi-totalité des pays asiatiques. Et ce, dans l'intention de créer dans les dix années à venir une zone libre-échangiste est-asiatique sous la direction de la Chine. C'est une menace pour les accords existants et pour la collaboration multilatérale. » On dirait, dit le vice-ministre américain Thomas Christensen, que « les Chinois ont l'intention de fonder une sorte de Fonds monétaire asiatique qui menacerait le rôle - déjà en net déclin actuellement - du Fonds monétaire international ».

Et la Chine doit également cesser de traiter sa monnaie autrement qu'on ne peut s'y attendre de la part de pays importants. L'attitude de la Chine en la matière frise la provocation. Le pays refuse toujours aujourd'hui le libre change de sa monnaie. L'attitude de la Chine est une grave infraction aux règles et normes définies par le FMI, disent les Américains.

Sur le plan de son approvisionnement en énergie, la Chine doit cesser - si elle souhaite devenir une « coparticipante responsable » - de conclure des accords particuliers avec des producteurs de pétrole et de gaz naturel comme l'Iran, le Soudan, l'Angola. Elle doit au contraire garantir la sécurité mondiale de l'approvisionnement en énergie.

La Chine doit renoncer à soutenir des régimes comme la Corée du Nord, l'Iran, le Myanmar, la Syrie, le Liban et le Soudan. La Chine est aujourd'hui le plus important donateur sur le plan de l'aide au développement extérieur. C'est très bien mais, en même temps, elle représente une menace pour les règles en matière d'aide internationale, car elle refuse de poser des conditions à son aide comme l'a fait la communauté internationale ces 25 dernières années, surenchérissent les Américains.

Dans son propre pays, la Chine a encore beaucoup de pain sur la planche si elle veut devenir un « coparticipant responsable ». Elle doit tolérer davantage de démocratie, s'améliorer sur les plans des droits de l'homme et accorder la liberté religieuse. Elle doit donner une idée plus claire du financement de son appareil militaire et cesser d'étoffer de plus en plus ce même appareil. Et, par-dessus tout, elle doit mettre définitivement un terme au rôle dirigeant de son Parti communiste. Robert Zoellick le disait déjà en 2005 : « La Chine a besoin d'une transition politique pacifique. » Et le ministre Hank Paulson de déclarer : « Le plus grand danger pour nous n'est pas tellement que l'économie chinoise dépasse la nôtre. Le plus grand danger, c'est que la Chine ne se hâte pas à appliquer les réformes politiques qui sont nécessaires. » Et le vice-ministre Thomas Christensen y va également de son

couplet : « Au fur et à mesure que la Chine s'approchera du niveau des autres puissances mondiales, ses dirigeants et son peuple apprendront que les pays prospères et stables sont tous des démocraties libérales. »

Le Financial Times résume comme suit le concept de « coparticipant responsable » : « Les États-Unis veulent que la Chine soit absorbée dans les institutions et forums internationaux. Ils veulent qu'elle n'ait pas la possibilité de défier les normes et standards existants. »

John Ikenberry le dit en ces termes : « Si un pays veut devenir une puissance mondiale, il n'a pas d'autre choix que de se joindre à l'Organisation mondiale du commerce. La voie vers le pouvoir au niveau mondial passe effectivement par l'ordre occidental et par ses institutions économiques multilatérales. »

L'objectif, de la sorte, est formulé : le concept de « coparticipation responsable » veut se servir de la Chine afin de renforcer l'ordre international existant, un ordre placé sous la direction des États-Unis et qui fonctionne selon les règles énoncées par les États-Unis et l'Europe. Comme l'écrit le vice-ministre Thomas Christensen : « La Chine ne peut réussir que si elle contribue à la bonne marche du système mondial, auquel elle doit tant. Je pense que la Chine se rend compte et se rendra compte de plus en plus que, plus elle deviendra une composante du système mondial, plus ses intérêts coïncideront avec ceux des autres acteurs, tels les États-Unis. »

Des propos en l'air ?

L'Amérique promet à la Chine que, si elle accepte le concept de « coparticipation responsable », elle évoluera du statut de membre de la communauté internationale à celui d'une grande puissance qui aura son mot à dire dans la direction du monde.

La Banque mondiale et le FMI sont deux organisations sous le contrôle de l'Union européenne et des États-Unis. L'Union européenne peut désigner 10 des 24 membres du Conseil d'administration. Les États-Unis ont 17 pour cent des voix, au sein du FMI, alors que la Chine en a moins que le Benelux. La Chine est le principal facteur dans la croissance de l'économie mondiale. Grâce à elle, le chômage en Orient et en Occident n'est pas plus massif qu'il ne l'est aujourd'hui. Et pourtant la Chine ne fait pas partie du G7, le club des pays qui entendent diriger l'économie mondiale. La Chine est le principal et le plus grand pays de l'Asie et des régions baignées par l'océan Pacifique. Pourtant, elle n'a toujours rien à dire dans toutes sortes d'accords militaires qui prétendent vouloir garantir la paix et la tranquillité de la zone.

Sur tous ces terrains, le rôle de la Chine sera réévalué. Les États-Unis acceptent la Chine et lui confèrent la place d'une grande puissance au sein de l'ordre international existant. Là, elle pourra compter sur le soutien des États-Unis et de l'Union européenne, dans les questions qui sont spécifiquement d'intérêt chinois.

Les Chinois ont accepté avec gratitude ce concept de « coparticipation responsable » parce qu'il signifie la fin du concept de « rivalité stratégique ». Zhu Feng, de l'Institut de recherche des Relations internationales de l'université de Beijing, dit : « La collaboration renforce toujours la relation gagnant-gagnant. La confrontation renforce le contraire, c'est-à-dire perdant-perdant. » La nouvelle conception donne à la Chine plus d'espace pour poursuivre son développement économique et social et pour continuer à nouer des liens avec ses voisins asiatiques, les grands pays et le tiers monde.

En même temps, les Chinois se rendent compte que les Américains changent de politique afin de pouvoir garder leur propre rôle et ne pas modifier le caractère des relations économiques Nord-Sud. Wang Yiwei, de la section des Études internationales de l'université de Fudan, déclare : « Le concept de 'coparticipation responsable', c'est comme une longue ligne de pêche avec laquelle on veut attraper un gros poisson. Ce gros poisson, c'est le rapport à la Chine dans le cadre de l'ordre international dirigée par les États-Unis. » De son côté, Ruan Zongze, de l'Institut chinois des Études internationales écrit dans le quotidien du Parti communiste : « Le concept montre clairement que Washington ne veut toujours pas renoncer à ses efforts en vue de faire valoir partout dans le monde sa propre conception de la démocratie. En quel sens s'agit-il alors d'un changement fondamental de la politique étrangère américaine ? Peut-être ne sont-ce après tout que des mots dans le vent, comme Bob Dylan l'a chanté jadis... »

Une autre conception de la politique étrangère

Les trois principes fondamentaux de la politique étrangère chinoise sont : tous les pays sont égaux, pas d'ingérence dans les affaires internes les uns des autres, des relations qui sont basées sur l'avantage mutuel. Il va de soi que ces trois principes vont carrément à l'encontre des objectifs et de la pratique de la politique étrangère américaine. Du point de vue américain, il y a les grandes puissances (et une puissance exceptionnellement grande étant les États-Unis eux-mêmes), tous les pays du monde doivent respecter les valeurs et les normes définies par la « communauté internationale » et les relations doivent avant toute chose servir les intérêts américains.

La Chine entend renforcer au maximum les relations avec les États-Unis, mais sur un pied d'égalité, sans que les États-Unis mettent le nez dans la politique intérieure chinoise, et en partant d'un avantage mutuel.

Sept mois après que Robert Zoellick eut lancé le changement de cap sous l'appellation de « coparticipation responsable », le président chinois se rendait en visite aux États-Unis. Ses discours constituaient une réponse.

Hu Jintao a parlé en premier lieu des relations internationales en général : « Le monde traverse une période de changements profonds et de défis considérables. La Chine estime que la communauté internationale doit collaborer en vue de réaliser des progrès. La volonté du peuple doit être respectée dans tous les pays. Les relations internationales doivent être caractérisées par la démocratie. Elles doivent se dérouler légalement. Le système international existant et l'ordre international existant doivent être réformés de façon à être plus justes et plus équilibrés. Les différends doivent être résolus par le dialogue et non par la guerre. Tous les pays doivent veiller sur la paix mondiale. La communauté internationale doit faire du développement une priorité. Elle doit aider les pays du tiers monde à accélérer leur développement. Le commerce international et le système financier international doivent être réformés et améliorés pour faire en sorte que la mondialisation économique aboutisse à la prospérité commune. »

Dans cette conception, l'égalité entre les pays, la paix, la souveraineté, la prospérité et la réforme de l'ordre international existant visent l'égalité entre les pays, la démocratie et l'avantage mutuel.

Sur le plan de la relation spécifique entre la Chine et les États-Unis, Hu Jintao a insisté sur l'importance de six points :

- Le renforcement de la compréhension mutuelle en vue de la mise sur pied de relations

stables et à long terme.

- L'extension de la collaboration économique et du commerce.
- Le maintien durable du principe que la Chine est une et que Taiwan en fait partie.
- Le renforcement de la communication mutuelle et du dialogue à propos des questions internationales et régionales.
- Le renforcement des échanges d'amitié entre les deux pays.
- Traiter mutuellement sur un pied d'égalité et considérer les divergences dans le cadre d'un ensemble plus large.

A l'époque déjà, en avril 2006, Hu Jintao disait : « La toute première priorité de la Chine est son propre développement économique et l'amélioration de la prospérité et du bien-être de sa population. Ce faisant, la Chine sert au mieux les intérêts fondamentaux, tant de la population chinoise que des peuples du monde. Et, de la sorte, la Chine sert au mieux le rôle responsable et constructif consistant à promouvoir au mieux de ses possibilités le développement à l'échelle mondiale et la paix planétaire. »

Aujourd'hui, la Chine dit : notre contribution à la solution de la crise financière et économique consiste en nos efforts maximaux pour pousser vers l'avant le développement socioéconomique de la Chine. Le pays entend encore accroître considérablement la consommation interne en réduisant les tarifs de la TVA (alors que, pendant ce temps, le gouvernement belge augmente les accises sur l'essence), en doublant le revenu des 700 millions de paysans, en augmentant le salaire minimal, en améliorant la sécurité sociale... Cette année, l'économie chinoise va croître de plus de 9 pour cent. De la sorte, l'économie chinoise est le numéro un incontesté en tant que locomotive de l'économie mondiale.

L'article ci-dessus a été rédigé par Peter Franssen, rédacteur de www.infochina.be, le 20 octobre 2008.

Sources :

- Lesley Wroughton, « World Bank chief says G7 should be replaced » (Le président de la Banque mondiale dit que le G7 devrait être remodelé), Reuters, 7 octobre 2008.
- Robert B. Zoellick, « Whither China : From Membership to Responsibility ? » (Une Chine plus blanche : de membre à participante responsable ?), remarques adressées à la Commission nationale sur les relations américano-chinoises, dans : NBR Analysis, The National Bureau of Asian Research, vol. 16, n° 4, décembre 2005, Washington.
- « Zoellick stresses China's economic role » (Z. souligne le rôle économique de la Chine), UPI, 17 décembre 2007.
- Joshua Eisenman et Devin T. Stewart, « Can « Responsible Stakeholder » Hold ? » (Une coparticipante responsable peut-elle tenir ?), Policy Innovations, 12 décembre 2007.
- Thomas J. Christensen, « China's Role in the World : Is China a Responsible Stakeholder ? » (Le rôle de la Chine dans le monde : la Chine est-elle une coparticipante responsable ?), remarques adressées à la Commission de contrôle économique et sécuritaire entre les États-Unis et la Chine, 3 août 2006
- Krishna Guha, « Paulson calls for reassessment of US-China policy » (Paulson réclame la réévaluation de la politique américano-chinoise), Financial Times, 13 septembre 2006.
- Francis Fukuyama, « The fall of America, Inc. » (Le déclin de l'America, Inc.), Newsweek, 13 octobre 2008.
- Waldemar Bolze, « Hoffen auf den Drachen » (Placer ses espoirs dans le dragon), Junge Welt, 16 octobre 2008.
- G. John Ikenberry et Anne-Marie Slaughter, « Forging a world of liberty under law - U.S.

National Security in the 21st century » (Fabriquer un monde de liberté respectueux des lois – la sécurité nationale américaine au 21e siècle), Princeton Project on National Security, 27 septembre 2006.

– M. K. Bhadrakumar, « China begins to define the rules » (La Chine se met à définir les règles), Asia Times Online, 20 janvier 2007.

– Edward Wong, « Booming, China Faults U.S. Policy on the Economy » (Voilà qui fait du bruit : la Chine prend en défaut la politique américaine en matière d'économie), New York Times, 17 juin 2008.

– Melinda Liu, « War of Wills » (La guerre des volontés), Newsweek, 24 avril 2006.

– Robert Kagan, « Behind the 'Modern' China » (Derrière la Chine « moderne »), Washington Post, 23 mars 2008.

– Dan Blumenthal, « Is China at Present (or Will China Become) a Responsible Stakeholder in the International Community ? » (La Chine est-elle désormais (ou va-t-elle devenir) une coparticipante responsable au sein de la communauté internationale), The American Enterprise Institute, 11 juin 2007.

– C. Fred Bergsten, « A Partnership of Equals : How Washington Should Respond to China's Economic Challenge » (Un partenariat entre égaux : comment Washington devrait-il répondre au défi économique de la Chine), Foreign Affairs, juillet-août 2008.

– Arvind Subramanian, « A master plan for China to bail out America » (Un maître plan pour que la Chine renfloue l'Amérique), Financial Times, 7 octobre 2008.

– Thaksin Shinawatra, « An Asia bond could save us from the dollar » (Une ligue asiatique pourrait nous sauver du dollar), Financial Times, 6 octobre 2008.

– Philip Stephens, « Crisis marks out a new geopolitical order » (La crise délimite un nouvel ordre géopolitique), Financial Times, 9 octobre 2008.

– Wang Yiwei, « US New Thinking on China Policy » (La nouvelle pensée américaine à propos de la politique chinoise), Liaowang, 14 octobre 2006.

– Suisheng Zhao, « Chinese Foreign Policy in Hu's Second Term : Coping with Political Transition Abroad » (La politique étrangère chinoise durant le second mandat de Hu : affronter la transition politique à l'étranger), document diffusé lors de la Conférence du programme asiatique du FPRI sur les élections, les transitions politiques et la politique étrangère en Asie de l'Est, qui s'est tenue à Philadelphie, le 14 avril 2008.

– Neil King et Jason Dean, « Untranslatable Word In U.S. Aide's Speech Leaves Beijing Baffled » (Un mot intraduisible dans le discours du conseiller américain laisse Beijing perplexe), Wall Street Journal, 7 décembre 2005.

– « A key visit that sets the tone for future China-US ties » (Une visite extrêmement importante qui donne le ton des futurs liens sino-américains), People's Daily, 19 avril 2006.

– « China, US 'share same aspirations' » (La Chine et les États-Unis partagent 'les mêmes aspirations'), People's Daily, 20 avril 2006.

– « Chinese president presents proposals on promoting Sino-U.S. Ties » (Le président chinois avance des propositions en vue de promouvoir les liens sino-américains), People's Daily, 21 avril 2006.

– Fareed Zakaria, The Post-American World (Le monde postaméricain), W.W. Norton & Company, New York, 2008.

– C. Fred Bergsten, China's Rise: Challenges and Opportunities (La montée de la Chine : défis et possibilités), The Peterson Institute for International Economics, Washington, 2008.

La source originale de cet article est [Michel Collon info](#)

Copyright © [Peter Franssen](#), [Michel Collon info](#), 2008

Articles Par : [Peter Franssen](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca